

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Seabord-Corporation-a-expulse-une-Communaute-Guarani-et-lui-empeche-l-acces-a-ses-potagers-pour-chercher-des-vivres-et-de-se-rendre-aupres>

Seabord Corporation a expulsé une Communauté Guarani et lui empêche l'accès à ses potagers pour chercher des vivres et de se rendre auprès de leurs morts

Date de mise en ligne : dimanche 31 octobre 2004

- Notre Amérique - Frère Indigène -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Perdre la terre et ses autres droits



La Loma

L'entreprise américaine [Seaboard Corporation](#), propriétaire de l'une de plus grandes plantations sucrières de la province de Salta, a expulsé en septembre passé 75 familles de la Communauté indigène guaraní El Tabacal, qui pendant des décennies ont vécu au lieu-dit La Loma. Mais de nouvelles et récentes mesures restrictives exécutées par le biais de sa compagnie de sécurité privée ont enlevé aux indiens les derniers droits qu'ils avaient : l'accès transitoire à leurs terres pour chercher des vivres - éléments de base pour la subsistance - et la visite de leurs cimetières. Pour qu'ils ne puissent plus essayer de le faire, les gardes de la plantation ont démolé avec des bulldozers trois ponts qui permettaient l'accès à cet endroit, ils ont installé des guérites mobiles de surveillance et poursuivent ceux qui manifestent seulement l'intention d'entrer. Devant cette situation, les élus de la commission qui représente à la Communauté de El Tabacal se sont rendus jusqu'à Buenos Aires pour demander au gouvernement national l'expropriation des terres en faveur des guaranis. Au Ministère du Développement Social, on leur a répondu qu'une mesure de ce type ne relève pas des attributions de l'Etat. Et ils se sont engagés à envoyer du bois de chauffage et des marchandises diverses à la Communauté.

Après que des gardes de Search, l'entreprise de sécurité privée utilisée par Seaboard, les aient expulsé le 4 septembre dernier au cri de " boliviens sans papiers", la Communauté a dû se transférer dans un campement de la localité de Hipólito Yrigoyen, où les manques les poussent à vivre dans la misère. L'importance de rentrer à La Loma, le lieu où ils habitaient, est que c'est que là sont les potagers où ils récoltaient des légumes et des fruits, mais aussi où ils récoltaient des herbes médicinales et du bois de chauffage pour cuisiner. "Où nous sommes nous n'avons pas de cuisinière à gaz ; mais si nous en avons, nous ne pourrions pas acheter les bonbonnes non plus", a expliqué à Página/12 Mónica Romero, présidente de la commission qui représente les guaranies du Tabacal.

Du 18 au 24 octobre, Romero a été à Buenos Aires avec la vice-présidente, Haydée Cuñandipa, pour demander l'intervention de l'État national dans le conflit. Les fonctionnaires qui les ont reçues se sont engagés à "travailler en attendant", en envoyant du bois de chauffage et des sacs de vivres. D'autres ont offert des conseils pour le procès pour usurpation que la Seaboard, propriétaire de la plantation San Martín du Tabacal, producteur de sucre El Chango, a entamé contre les *guaranies* et deux autres Communautés. "Nous ne voulons pas de conseils- a souligné Haydée -, nous voulons une solution."

A Salta, la situation est très tendue. Les indiens sont décidés à récupérer leurs terres. Haydée a expliqué qu' "il y a des frères qui disent 'rentrons' et s'ils doivent nous tuer qu'ils nous tuent." Aujourd'hui, ceux qui veulent rentrer à La Loma doivent s'inscrire sur des listes. Mais ceux qui font partie de ces listes sont les membres d'une commission "montée par l'entreprise et le gouvernement sous la condition de renoncer à la demande de propriété de la terre", expliquent les représentants de la Communauté. "Quand nous y allons - raconte Mónica -, les gardes nous demandent de d'où nous sommes, et si leur nous répondons que nous sommes du Tabacal ils ne nous laissent pas entrer et disent 'si tu fais chier j'appelle la police et voilà'. Les frères marchent le long de la route pour parvenir à trouver un peu de bois à brûler, pour réchauffer un petit pot de maté. Nous ne pouvons pas continuer ainsi."

Le 23 novembre prochain, à la Cour Civile de la 1^a nomination, à charge de Ines Daher commencera le procès pour la propriété des terres. La demande avait été faite par l'entreprise contre la Communauté. Selon l'avocat des familles du Tabacal, Hernán Masciotti, les cimetières sont un des sujets clef pour lequel l'entreprise a posé deux recours pour accélérer le jugement. La Communauté indienne "était sur le point d'obtenir que des archéologues et d'autres professionnels visitent les cimetières et prouvent la possession ancestrale des terres" afin d'obtenir leur propriété, a expliqué l'avocat.

Le conflit du Tabacal n'est pas le seul que Seaboard Corporation entretient avec des Communautés, comme *Kolla Guarani* de Rio Blanco Banda Nord et de la *Tupí Guarani* de Rio Blanco Bande Sud. En ce qui concerne cette dernière, le 5 août dernier, des gardes privés de la Search ont jeté à coup de bâtons et de machette sans ordre judiciaire quelque soixante familles. Plusieurs heures après le début du conflit, la police provinciale s'est rendue dans le lieu et a arrêté à une dizaine d'indiens.

La dernière fois que le gouverneur de Salta, Juan Carlos Romero (Menemiste), s'est fait entendre ce fut par la voix par son secrétaire de Gouvernement, Raúl Romeo Medina, qui a dit que "dans le pays (Argentine) il n'y a pas d'antécédents d'une province qui ait tant travaillé pour les terres de nos frères indigènes".

Relèvement de terres aborigènes

Afin que les Communautés indiennes régularisent la situation domaniale de leurs territoires, à partir de 2005, dans tout le pays, on effectuera un relèvement des terres pour détecter quelles sont celles qui leur appartiennent par droit ancestral. L'initiative sera exécutée par des universités nationales et sera à la charge de l'Institut National d'Affaires Indigènes (INAI). Cette mesure sera complétée par un projet de loi que le Pouvoir Exécutif a présenté devant le Congrès National et qui empêche pour quatre ans les expulsions de terres qui sont en conflit.

"En 2005 allons vers un relèvement sérieux, avec ou sans loi approuvée, parce que sans cet instrument on ne peut pas penser établir une politique sérieuse pour les indiens", a affirmé le responsable de l'INAI, Jorge Rodriguez. Tant le projet de loi que le relèvement ont été des initiatives prises après les demandes faites par les Communautés locales et des organisations nationales et internationales.

Bien que n'ait pas encore été fixée la date du démarrage, le relèvement durera environ 20 mois et se fera en cinq étapes. La première consistera en l'identification de toutes les Communautés existantes ; la deuxième déterminera la situation géographique de chaque peuple ; dans la troisième on élaborera un rapport domaniale avec des plans mesurés, démarches faites devant des autorités locales et on fera la comptabilité de la quantité de jugements de conflit pour la propriété. Quatrièmement, les experts universitaires évalueront les biens immobiliers et dans la cinquième ils entameront des études sur le sol, les ressources hydrauliques, la pollution de l'environnement et de l'eau.

Le précédent travail est celui fait en 2000 par l'Equipe Pastoral indienne (Endepa), bien que ces données soient "provisoires, soumises à révision", comme l'affirme ce même organisme.

Adrián Figueroa Díaz

[Página 12](#), 30 octobre le 2004

Généalogie d'un territoire usurpé par Seabord Corporation avec complicité locale

La Loma : Mémoires et Histoires Guaranies

Des registres historiques du XVII^{ème} Siècle jusqu'aux flux migratoires les plus récents, l'anthropologue Gastón Gordillo de l'Université de Colombie britannique, au Canada, rapporte dans l'article suivant les différentes étapes de l'occupation indigène dans La Loma. Ce territoire, situé dans le département d'Oran de la province de Salta, est vital pour la subsistance d'une Communauté guarani qui ne peut actuellement pas accéder aux terres sur décision de la multinationale américaine Seabord Corporation, propriétaire de la plantation sucrière San Martín du Tabacal.

"Tout ceci, c'étaient des maisons", disait Rosa maintes et maintes fois pendant que nous marchions. "Toute cette zone était de petites maisons". Eduardo qui nous suivait à quelques mètres a ajouté : "L'église était à côté de cet yuchán". Les deux contemplaient avec nostalgie le lieu, couvert d'herbe et de ronce. "L'église était toute en bois, c'est pourquoi il n'en reste rien ", a ajouté aussi Rosa, "Nos casitas, étaient en bois, en canne, en boue, d'herbe ". C'était en juillet 2004 et nous étions dans une zone de forêt relativement libre d'arbres, signe que pendant des décennies ce lieu avait effectivement logé la principale Communauté guarani de la zone, appelée La Capilla. Vers le nord-est, m'expliquaient Rosa et Eduardo, il y avait une autre Communauté, Pueblo Nuevo, la plus récente. Vers l'ouest, la plus ancienne de toutes était la Communauté La Loma ou Pueblo Viejo. Ces trois « *asentamientos* » étaient situés sur la colline boisée qui domine vers l'ouest l'usine de plantation sucrière de San Martín du Tabacal (département d'Oran, Salta), connue dans la zone simplement comme "La Loma", et que la plantation n'a jamais utilisée à des fins productives. Après avoir contemplé l'ancien emplacement de l'église durant plusieurs minutes, nous avons marché les cent mètres de forêt relativement ouverte qui la séparent du bord des rangées de cannes à sucre de la plantation. Depuis là, nous pouvions clairement voir au pied de la colline le village de Tabacal, l'usine et la colonne de fumée qui s'élevait de ses cheminées.

Rosa et Eduardo, tout comme des centaines de guaranis, sont nés dans La Loma et ont vécu là plusieurs décennies, en cultivant leurs petits potagers, en élevant des poules et des cochons et en travaillant dans la plantation, jusqu'à ce que l'administration de San Martín du Tabacal ait ordonné leur déplacement définitif en 1970. La majorité des habitants de La Capilla, en suivant les directives du Père Roque Chielli, son fondateur en 1938, se sont déplacés au croisement de Pichanal, sur la route nationale 34. Beaucoup d'autres, comme Rosa et Eduardo, se sont installés à Hipólito Irigoyen, un village situé à côté de La Loma, de l'autre côté de la route qui va vers Oran. Le déplacement, cependant, n'est pas arrivé à rompre la relation des guaranis avec La Loma. De manière quotidienne, de nombreuses familles ont continué à travailler leurs potagers au milieu de la forêt, en cherchant du bois de chauffage et des plantes médicinales. Et beaucoup ont continué à visiter les tombes de leurs parents dans les deux cimetières : le plus grand, appelé "Tabla Once", aujourd'hui entouré de plantations de canne à sucre et placé près de ce qu'était La Capilla, et un plus petit qui est aujourd'hui couvert de végétation, proche de ce qui était le Pueblo Viejo. Pour cette raison, dépendant de ce lieu pour leur subsistance et déposer les restes de leur ancêtres, beaucoup de guaranis de Pichanal et Irigoyen n'ont jamais cessé de penser qu'un jour ils retourneront à nouveau à La Loma.

Cet espoir collectif a commencé à gagner force quand, en 2001, les habitants guaranis d'Irigoyen ont commencé à s'organiser et à donner forme à une mobilisation plus vaste ; en septembre 2003, cette mobilisation a atteint un point d'inflexion quand elle a décidé de reprendre la possession directe de La Loma. Des dizaines de familles se sont installées dans la colline et ont commencé à construire de petits logements, à étendre leurs potagers et à projeter la construction d'une nouvelle Communauté. Comme le rappelait Javier, un homme de 45 ans qui a pris part à cette expérience, ce retour tellement attendu a créé un enthousiasme collectif énorme et beaucoup ont pensé que leur vieux rêve allait devenir réalité. Quelques jours plus tard l'entreprise a interrompu, toutefois, ce retour. Dans la nuit du 16 septembre, sans ordre judiciaire écrit, une force de police a délogé les gens, a détruit les logements improvisés et a arrêté 22 personnes, sur qui des plaintes judiciaires pour "usurpation". La répression n'a pas intimidé la mobilisation mais lui a donné un nouveau élan. Les gens ont répondu par une marche à pied à la ville de Salta (à

presque 300 kilomètres de distance) et plusieurs dirigeants sont allés à Buenos Aires, où ils ont obtenu de mobiliser un réseau relativement vaste de solidarité et faire que leur demande soit visible dans plusieurs médias de communication et à l'INAI (Institut National d'Affaires Indigènes). L'entreprise, pour sa part, a essayé d'affaiblir la protestation de multiples manières : en gagnant l'appui de quelques dirigeants guaranis et « *punteros* » justicialistes d'Irigoyen et en augmentant la surveillance et l'intimidation - par le biais de la police provinciale et des gardes privées de sécurité - de façon quotidienne de La Loma. Sur le plan légal, la plantation a justifié d'avoir des "titres parfaits" et a fait valoir que ces guaranis là ce sont des "boliviens" et que par conséquent ils n'ont pas de droit à la terre en Argentine.

L'argument selon lequel les guaranis du nord-ouest argentin seraient étrangers à cette région est récurrent non seulement à Salta mais aussi à Jujuy, et par conséquent mérite une discussion plus en détail pour montrer, d'abord, ces manipulations historiques. Dans leur majorité, les guaranis qui habitent aujourd'hui à Hipólito Irigoyen et Pichanal sont des citoyens argentins dont leurs parents, en effet, sont venus de la Bolivie au début du XXème Siècle pour travailler dans la plantation La Esperanza, Ledesma et San Martín de Tabacal. Toutefois, cela n'implique pas qu'il n'y ait pas eu précédemment des guaranis dans cette même région. Il existe une documentation abondante qui confirme la présence de "*chiriguanos*" (comme on appelait alors les *guaranis*) dans la Vallée de Zenta - où aujourd'hui on trouve la plantation San Martín du Tabacal - au moins depuis le XVIIème Siècle. <

De nombreux auteurs, par exemple, indiquent qu'en 1639 les Pères Osorio, Ripari et Alarcón ont été tués par les "*chiriguanaes*" non loin d'où se trouve maintenant Oran. [1] Entre les XVII ème et XVIII Siècles, la présence de Communautés guaranis est particulièrement bien documentées sur la rivière Bermejo, en amont de Juntas de San Antonio (où la rivière Tarija se verse dans le Bermejo). [2] plus encore, dans l'année 1857 le voyageur B. Villafañe a trouvé des "*chiriguanos*" au village d'Oran même, outre Tartagal, San Lorenzo (aujourd'hui Calilegua) et Ledesma. [3] Dans le cas particulier de La Loma, il est indubitable qu'il existait des campements guaranis avant la fondation de la plantation du Tabacal en 1920. Le Père Roque Chielli, fondateur de La Capilla en 1938 avec l'approbation de la plantation, rappelait dans une interview que des guaranis vivaient déjà à La Loma avant leur arrivée dans la zone. [4] Et des histoires orales que j'ai compilées à Irigoyen indiquent qu'au moins déjà en 1916, des guaranis étaient implantés dans ce lieu. Il est possible, en ce sens, que les guaranis provenant de la Bolivie se soient implantés dans des espaces occupés au préalable par des guaranis en territoire argentin. Quand les trois Communautés de La Loma ont été expulsées, en commençant en 1964 et de manière massive en 1970, les guaranis par conséquent ont été obligés de laisser un espace qu'ils avaient occupé durant plusieurs générations et de fait qu'ils n'ont jamais cessé après d'utiliser.

Certains arguments de la Seaboard Corporation et du gouvernement de Salta pour discréditer la lutte pour La Loma se basent sur une lecture non historique d'un concept intégré dans la Constitution réformée de 1994 : le fait que les groupes indigènes ont le droit de posséder les terres "qu'ils occupent traditionnellement". Mais que veut dire, précisément, d'occuper des terres "traditionnellement" ? Combien de temps faut-il vivre dans un lieu pour que cette occupation devienne "traditionnelle" ? La Constitution est ambiguë à ce sujet, et l'entreprise nord-américaine s'appuie sur cette ambiguïté pour reproduire une vision particulièrement rigide et désuète du mot "tradition" comme synonyme "d'occupation immémorial", vision qui a été remise en question par l'anthropologie. Selon cet argument, comme beaucoup des guaranis qui réclament La Loma descendent de boliviens cela ne ferait pas d'eux des habitants "traditionnels" ayant des droits à la terre.

Comme nous avons déjà vu, cet argument fait taire la présence guarani indéniable dans la Vallée de Zenta depuis plusieurs siècles. Mais encore dans le cas des migrations guaranis les plus récentes (de fait stimulées par les plantations elles-mêmes), cette notion rigide de "tradition" présuppose que les groupes humains sont toujours fixes dans un même espace et qu'ont seulement des droits ceux qui ne se sont jamais déplacés. Aucun groupe indigène en Argentine n'occupe précisément les mêmes terres qu'ils occupaient au début de la conquête espagnole. Des guerres, déplacements et résistances ont profondément affecté la distribution géographique de beaucoup de populations. Les *mocovies* qui au début du XVII ème Siècle attaquèrent la ville de Salta, par exemple, de nos jours

on les trouve seulement à des centaines de kilomètres de distance dans le nord de Santa Fe et sud de la province du Chaco. Les *tufeaux* qui vivaient généralement à Ledesma (Jujuy) n'existent déjà plus dans cette zone et de nos jours la Communauté tufeau la plus proche est en Embarcacion (Salta). Étant donné ces déplacements : Quelles seraient les "terres traditionnelles" de ces mocovies ou tufeaux ? Depuis l'anthropologie, la réponse la plus adéquate serait : ces terres utilisées par les dernières générations et qui aujourd'hui donnent ancrage à leur subsistance et leur identité. Dans le cas des habitants guaranis de La Loma arrivés de la Bolivie, leur occupation du lieu a été suffisamment prolongée et profonde comme pour que les restes de plusieurs générations soient dans leurs cimetières. Et, cette occupation s'est superposée à une autre présence guarani dans la zone beaucoup plus ancienne, antérieure à la fondation d'Oran en 1794 et à la fondation de la plantation du Tabacal en 1920.

Cela vaut la peine de remarquer, en outre, ce qui est discriminatoire et contradictoire dans le discours de l'administration de la plantation à ce sujet. Pendant qu'elle invoque un supposé manque d'"occupation traditionnelle" de la terre par les guaranis de La Loma, San Martín du Tabacal maintient depuis des années un conflit avec les *kollas* de San Andres, paysans qui ont une présence très longue dans la zone et que personne ne peut accuser "de ne pas être de là". En ce sens, cette "occupation traditionnelle indubitable" de la terre par les *kollas* n'a pas rendu la plantation plus disposée à reconnaître leur droit. Dans les deux cas, la politique des plantations fut de : nier le droit des Communautés indigènes à la terre, indépendamment de l'importance temporelle de leur présence dans la zone.

La lutte guarani pour La Loma continue, dans un contexte dans lequel la plantation a augmenté les mesures répressives sur cette terre et d'autres terres en conflit, comme celles de la zone de Rio Blanco (rive sud et nord), au nord d'Oran. Et cette lutte continuera à être guidée non seulement par la mémoire de ceux qui sont nés et qui ont été élevés à La Loma mais aussi pour la mémoire de ceux qui, en définitive, au-delà de l'existence d'une frontière internationale, à l'origine "n'étaient pas de ces terres", ne sont pas les guaranis, mais sont ceux qui s'octroient le droit de les nier.

Gastón Gordillo : gordillo@interchange.ubc.ca

[Voir plus de photos : cliquer ici](#)

(*) **Para contactos en Buenos Aires** llamar a : + 54 42092026 / 42183627 / 1556177020.

Traduction pour El Correo : Estelle et Carlos Debiasi

Post-scriptum :

Notes :

[1] Lozano, Pedro 1989 (1733) Descripción corográfica del Gran Chaco Gualamba. Tucumán : Universidad Nacional de Tucumán (Pgs. 176-77) ; Tommasini, Gabriel 1990 (1933), Los indios Ocloyas y sus doctrineros en el siglo XVII. S. S. de Jujuy : Universidad Nacional de Jujuy (Pgs. 95, 107-117).

[2] Ver Tommasini, Gabriel 1990 (1933), Los indios Ocloyas y sus doctrineros en el siglo XVII. S. S. de Jujuy : Universidad Nacional de Jujuy (p. 117) y Fernández Cornejo, Adrián 1989 (1791) "Descubrimiento de un nuevo camino desde el Valle de Centa hasta la Villa de Tarija", en Pedro de Angelis, comp. Entradas al Chaco. S. S. de Jujuy : Universidad Nacional de Jujuy (Pgs. 64, 66).

[3] Villafañe, B. 1857 Orán y Bolivia a la margen del Bermejo. Salta : Imprenta del Gobierno (Pgs. 35 y 33-34).

[4] Ver "Misión del Cura Roque", en Revista Relatos (Orán) Nro. 5 : Etnia Ava (1993) (p. 7).